

Brochure n° 3177

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 275. – TRANSPORT AÉRIEN**  
**(Personnel au sol)**

---

AVENANT N° 92 DU 16 JUIN 2017  
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2017  
NOR : ASET1750780M  
IDCC : 275

---

Entre

FNAM

D'une part, et

FAT UNSA

FGTE CFDT

FGT CFTC

FEETS FO

FNEMA CFE-CGC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Conformément à l'article L. 2241-1 du code du travail, les organisations syndicales représentatives des employeurs et des salariés se sont réunies en commission nationale mixte (CNM) le 27 avril 2017 et le 30 mai 2017 afin de négocier sur les salaires. Ces négociations se sont tenues après l'examen du rapport de branche et du rapport égalité sur les données de l'année 2015.

Au vu de la conjoncture économique du transport aérien, des paramètres économiques connus à ce jour et des prévisions d'inflation, les parties signataires conviennent de revaloriser les salaires minima au 1<sup>er</sup> juillet 2017.

De plus, conformément aux échanges ayant eu lieu en CNM, les parties conviennent d'ouvrir des discussions sur différentes thématiques.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Salaires minima conventionnels au 1<sup>er</sup> juillet 2017*

Les salaires minima mensuels, pour un horaire hebdomadaire de 35 heures, applicables pour chacun des coefficients hiérarchiques, s'établissent comme suit à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2017 :

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE
160	1 489
165	1 492
170	1 502
175	1 517
180	1 533
185	1 548
190	1 563
195	1 583
200	1 599
210	1 622
215	1 639
220	1 659
235	1 782
245	1 833
260	1 942
270	2 016
290	2 160
295	2 196
300	2 303
360	2 668
420	3 103
510	3 756
600	4 410
750	5 499

## Article 2

### *Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes*

Comme cela a été précisé dans le préambule du présent accord, ces négociations se sont tenues après l'examen du rapport de branche et du rapport égalité sur les données de l'année 2015. Les parties signataires conviennent que les écarts de rémunérations constatés entre les femmes et les hommes au sein de la branche sont nettement inférieurs aux écarts constatés au niveau national. À ce titre, elles encouragent les entreprises de la branche à poursuivre leurs actions afin de parvenir à une égalité de traitement.

## Article 3

### *Mise en œuvre du calendrier social sur l'année à venir*

Conformément aux échanges qui ont eu lieu lors des réunions de la CNM en début d'année 2017, les partenaires sociaux s'engagent à ouvrir, au cours du second semestre 2017, de nouvelles discussions touchant au régime de prévoyance décès et au dialogue social dans la branche. De plus, il est

rappelé que des travaux touchant à la restructuration des branches, thème qui a déjà fait l'objet de premiers échanges depuis la fin de l'année 2016, devraient être lancés d'ici à la fin de l'année 2017.

Concernant les négociations d'accords professionnels couvrant le secteur du transport aérien, les partenaires sociaux rappellent qu'ils sont dans l'attente de la position de l'administration.

#### **Article 4**

##### *Champ et durée d'application*

Le champ d'application du présent avenant est la branche du transport aérien personnel au sol. Il est rattaché à la convention collective nationale du transport aérien – personnel au sol (IDCC 275).

Cet avenant est conclu pour une durée indéterminée.

#### **Article 5**

##### *Clause de non-dérogation*

Les accords d'entreprise ou d'établissement conclus dans les entreprises et établissements entrant dans le champ d'application du présent avenant ne peuvent pas y déroger, sauf s'ils prévoient des dispositions plus favorables.

#### **Article 6**

##### *Formalités de dépôt et d'extension*

Conformément à la législation en vigueur, dès lors qu'il n'aurait pas fait l'objet d'une opposition régulièrement exercée par les organisations syndicales représentatives, le présent avenant fera l'objet d'un dépôt et d'une demande d'extension.

#### **Article 7**

##### *Modalités d'application*

Les dispositions du présent avenant sont applicables, dès sa signature, aux entreprises adhérentes à l'une des organisations professionnelles d'employeurs signataires. Elles le seront aux entreprises couvertes par la CCN TA-PS et non adhérentes à l'une des organisations professionnelles d'employeurs signataires 1 jour franc suivant la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 16 juin 2017.

(Suivent les signatures.)